



Cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques

Rapport du Directeur général

1. La réunion intergouvernementale à composition non limitée sur le projet de cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques, décidée par le Conseil exécutif,¹ s'est tenue à Genève du 30 mars au 1^{er} avril 2015 sous la direction du Dr Andrea Carbone (Argentine).
2. Elle a été l'occasion d'examiner le projet de cadre à la lumière des propositions d'amendements, d'ajouts ou de suppressions de texte présentées par les États Membres² sur le projet de cadre et sur les quatre politiques spécifiques figurant dans l'annexe du document EB136/5.³
3. Une version révisée du projet de cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques a été établie à l'issue de la réunion intergouvernementale à composition non limitée et reflète la teneur des discussions qui s'y sont tenues.
4. Le Directeur général présente ci-joint la version révisée du projet de cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques. Le texte surligné en **vert** correspond à ce qui a été convenu lors de la réunion intergouvernementale à composition non limitée. Le texte surligné en **jaune** a été examiné pendant la réunion sans qu'un consensus ne soit obtenu à son sujet. Le texte surligné en **gris** correspond au compromis proposé par le président sur le paragraphe précédemment surligné en jaune. Par manque de temps, le texte non surligné n'a pas pu être examiné pendant la réunion intergouvernementale à composition non limitée.
5. Les participants à la réunion intergouvernementale à composition non limitée ont encouragé les États Membres à se concerter de manière informelle par l'intermédiaire de leurs missions permanentes à Genève entre la clôture de la réunion et l'ouverture de la Soixante-Huitième Assemblée mondiale de la Santé dans le but de trouver un terrain d'entente éventuel et de faciliter ainsi les travaux de l'Assemblée de la Santé.

MESURES À PRENDRE PAR L'ASSEMBLÉE DE LA SANTÉ

6. L'Assemblée de la Santé est invitée à prendre note du présent rapport et à formuler des indications sur le projet de cadre de collaboration figurant en annexe et sur les quatre politiques spécifiques.

¹ Décision EB136(3).

² Et, le cas échéant, les organisations d'intégration économique régionale, conformément à la décision EB136(3), paragraphe 2, note de bas de page 4.

³ La compilation des propositions de texte que les États Membres devaient présenter d'ici le 16 février 2015 figure dans le document EB/FENSA/OEIGM/4. Celui-ci ainsi qu'un document de référence rassemblant les corrections à ces propositions de texte que les États Membres ont communiquées après publication de la compilation sont disponibles à l'adresse http://www.who.int/about/who_reform/non-state-actors/en/ (consulté le 16 avril 2015).

ANNEXE

PROJET DE CADRE GÉNÉRAL DE COLLABORATION AVEC LES ACTEURS NON ÉTATIQUES

INTRODUCTION

1. Le cadre général de collaboration avec les acteurs non étatiques et la politique et les procédures de fonctionnement de l'OMS pour la gestion de la collaboration avec les acteurs non étatiques s'appliquent à toute collaboration avec des acteurs non étatiques à tous les niveaux de l'Organisation,¹ alors que les quatre politiques et procédures de fonctionnement pour la collaboration se limitent respectivement aux organisations non gouvernementales, aux entités du secteur privé, aux fondations philanthropiques et aux établissements universitaires.

RAISON D'ÊTRE, PRINCIPES, AVANTAGES ET RISQUES DE LA COLLABORATION

Raison d'être

2. Le monde de la santé est devenu plus complexe à bien des égards ; on a assisté entre autres à une multiplication des acteurs intervenant dans la gouvernance de l'action sanitaire mondiale et les acteurs non étatiques jouent un rôle de premier plan dans tous les domaines de la santé mondiale. L'OMS ne peut remplir son rôle de direction et sa mission à cet égard que si elle collabore en amont avec les États Membres, les autres organisations internationales et les acteurs non étatiques. Pour y parvenir, l'Organisation collabore avec les acteurs non étatiques à la promotion et à la protection de la santé publique afin de favoriser l'utilisation des ressources de ces acteurs (notamment le savoir, les compétences, les produits, le personnel et le financement) dans l'intérêt de la santé publique et encourager ces derniers à améliorer leurs propres activités pour protéger et promouvoir la santé publique.

3. Les fonctions de l'Organisation mondiale de la Santé définies à l'article 2 de sa Constitution sont notamment les suivantes : agir en tant qu'autorité directrice et coordonnatrice, dans le domaine de la santé, des travaux ayant un caractère international ; établir et maintenir une collaboration effective avec diverses organisations ; et favoriser la coopération entre les groupes scientifiques et professionnels qui contribuent au progrès de la santé. La Constitution charge par ailleurs l'Assemblée de la Santé et le Conseil exécutif, ainsi que le Directeur général, d'instaurer une collaboration spécifique avec d'autres organisations.² L'OMS doit, dans ses relations avec les acteurs non étatiques, agir en conformité avec sa Constitution et toutes résolutions pertinentes de l'Assemblée de la Santé et, s'il y a lieu, de l'Assemblée générale ou du Conseil économique et social des Nations Unies.

4. La collaboration de l'OMS avec les acteurs non étatiques a pour objectif de promouvoir la santé mondiale comme l'indique le programme général de travail de l'Organisation et d'appuyer la mise en œuvre des politiques et recommandations adoptées par les organes directeurs, ainsi que l'application des normes et critères techniques de l'OMS.

¹ Siège, bureaux régionaux et bureaux de pays, ainsi que partenariats hébergés.

² Constitution de l'OMS, articles 18, 33, 41 et 71.

5. Cette collaboration constructive menée en amont avec les acteurs non étatiques aux niveaux mondial, régional et local, dans la confiance et le respect mutuels, nécessite également l'adoption d'un certain nombre de mesures de précaution. Pour pouvoir renforcer sa collaboration avec ces acteurs dans l'intérêt de la santé mondiale et de toutes les parties prenantes, l'OMS doit simultanément renforcer sa gestion des risques potentiels associés. Cela demande de mettre en place un cadre de collaboration solide, qui encourage et intensifie la participation, mais qui permette aussi de repérer les risques en les mettant en balance avec les avantages escomptés, tout en protégeant et préservant l'intégrité et la réputation de l'Organisation. De cette manière, l'OMS gèrera de façon dynamique et transparente sa collaboration avec les acteurs non étatiques.

Principes

6. La collaboration de l'OMS avec les acteurs non étatiques est régie par les grands principes ci-après, toute collaboration devant :

- a) présenter des avantages manifestes pour la santé publique ;
- b) respecter le caractère intergouvernemental de l'OMS, la prise de décisions au sein des organes directeurs étant la prérogative exclusive des États Membres ;
- c) favoriser et renforcer l'approche scientifique fondée sur des données factuelles qui sous-tend l'action de l'OMS ;
- d) protéger les processus que suit l'OMS pour définir des normes et des critères de toute influence induite ;
- e) éviter de compromettre l'intégrité, l'indépendance, la crédibilité et la réputation de l'OMS ;
- f) être gérée activement afin d'atténuer toute forme de risque pour l'OMS (y compris les conflits d'intérêts) ;
- g) être fondée sur la transparence, l'ouverture, le pluralisme, la responsabilité, l'intégrité et le respect mutuel.

Avantages de la collaboration

7. La collaboration de l'OMS avec les acteurs non étatiques peut avoir d'importants avantages pour la santé publique mondiale et pour l'Organisation elle-même. En conséquence, l'OMS collabore largement avec les acteurs non étatiques. Il peut s'agir d'une collaboration majeure et à long terme mais aussi d'interactions plus brèves et plus limitées. Certains types de collaboration mettent l'accent sur les avantages que les acteurs non étatiques peuvent apporter à l'action de l'OMS alors que d'autres mettent l'accent sur : i) l'influence que l'OMS peut avoir sur les acteurs non étatiques pour renforcer leurs effets sur la santé publique mondiale ou infléchir les déterminants sociaux, économiques et environnementaux de la santé ; ou ii) les moyens donnés à l'OMS pour qu'elle puisse jouer son rôle de direction et de coordination de la santé mondiale.

Risques de la collaboration

8. La collaboration de l'OMS avec les acteurs non étatiques peut comporter des risques qui devront être évités ou atténués conformément au cadre de gestion des risques de l'OMS. Les principaux risques sont les suivants :

- a) les conflits d'intérêts ;
- b) l'influence indue ou inappropriée exercée par un acteur non étatique sur les travaux de l'OMS, en particulier – mais pas uniquement – pour la définition de normes et de critères ;
- c) l'incidence négative sur la réputation de l'OMS et sa crédibilité ;
- d) une collaboration servant avant tout les intérêts de l'acteur non étatique concerné alors que l'OMS et la santé publique n'en retirent que des avantages limités ;
- e) une collaboration équivalant à une approbation du nom, d'une marque, d'un produit ou d'une activité de l'acteur non étatique ;
- f) une collaboration ayant pour effet de « blanchir » l'image d'un acteur non étatique par le biais de son association avec l'OMS ;
- g) un avantage concurrentiel conféré à un acteur non étatique.

ACTEURS NON ÉTATIQUES

9. Aux fins du présent cadre de collaboration, un acteur non étatique est une entité qui ne fait partie d'aucun État ni d'aucune institution publique. Au nombre des acteurs non étatiques figurent les organisations non gouvernementales, les entités du secteur privé, les fondations philanthropiques et les établissements universitaires.

10. **Les organisations non gouvernementales (ONG)** sont des entités à but non lucratif qui agissent indépendamment des gouvernements. Ce sont en général des organisations dont les membres sont des entités ou des personnes physiques sans but lucratif qui exercent leur droit de vote au sujet des politiques de l'ONG, ou qui sont sinon constituées en vue de la poursuite d'objectifs d'intérêt général dénués de but lucratif. Elles ne devront pas avoir d'intérêts de nature principalement privée, commerciale ou lucrative. Elles seront habilitées à s'exprimer au nom de leurs membres par l'entremise de leurs représentants officiels. Elles comprennent notamment les organisations communautaires, les groupes et réseaux de la société civile, les organisations confessionnelles, les groupements professionnels, les groupes se consacrant à des maladies données et les groupes de patients.

11. **Les entités du secteur privé** sont des entreprises commerciales, c'est-à-dire des entreprises dont l'objet est de faire des bénéfices pour leurs propriétaires. Cette expression désigne aussi des entités qui représentent des entités du secteur privé ou sont dirigées ou contrôlées par elles. Ce groupe comprend notamment (mais pas seulement) des associations d'entreprises représentant des entreprises

commerciales, des entités qui ne sont pas indépendantes¹ de leurs sponsors commerciaux, ou des entreprises commerciales publiques ou semi-publiques qui agissent comme des entités du secteur privé.

Les associations internationales d'entreprises sont des entités du secteur privé dont l'objet n'est pas de faire des bénéfices pour elles-mêmes, mais qui représentent les intérêts de leurs membres, c'est-à-dire des entreprises commerciales et/ou des associations nationales d'entreprises ou d'autres associations d'entreprises. Aux fins du présent cadre, elles seront habilitées à s'exprimer au nom de leurs membres par l'entremise de leurs représentants officiels. Leurs membres exerceront le droit de vote au sujet des politiques de l'association.

12. **Les fondations philanthropiques** sont des entités à but non lucratif dont les avoirs proviennent de dons et dont les revenus sont utilisés à des fins sociales. Elles seront clairement indépendantes de toute entité du secteur privé dans leur direction et leur processus de prise de décisions.

13. **Les établissements universitaires** sont des entités dont l'objectif est la recherche et la diffusion du savoir moyennant des activités de recherche, d'enseignement et de formation.

14. Chacun des quatre groupes d'entités susmentionnés est régi par le cadre général et par la politique pour la collaboration qui le concerne. L'OMS déterminera par sa vérification diligente si un acteur non étatique subit l'influence d'entités du secteur privé dans une mesure telle qu'il doit lui-même être considéré comme une entité du secteur privé. Si le processus de prise de décisions d'un acteur non étatique reste indépendant de l'influence du secteur privé, l'OMS peut décider de le considérer comme une organisation non gouvernementale, une fondation philanthropique ou un établissement universitaire, tout en appliquant les dispositions pertinentes de la politique applicable au secteur privé, par exemple en n'acceptant pas de fonds pour des activités normatives.

TYPES D'INTERACTIONS

15. Les paragraphes qui suivent présentent les différentes catégories d'interactions entre l'OMS et les acteurs non étatiques. Chaque type d'interaction peut prendre diverses formes, donner lieu à divers niveaux de risques et impliquer différents types de collaboration à des niveaux divers de la part de l'Organisation.

Participation

16. Les acteurs non étatiques peuvent assister à différents types de réunions organisées par l'OMS. La nature de leur participation dépend du type de réunion.

a) **Réunions des organes directeurs.** Il s'agit des séances des sessions de l'Assemblée mondiale de la Santé, du Conseil exécutif et des six comités régionaux. La participation des acteurs non étatiques est déterminée par le règlement intérieur, les politiques et les pratiques de l'organe directeur concerné ainsi que par la section du présent cadre relative aux relations officielles.

¹ Une entité est considérée comme indépendante d'une autre si elle ne reçoit pas d'instructions et si ses décisions ne sont pas manifestement influencées par cette autre entité.

b) **Consultations.** Ce type de réunion comprend celles où les participants sont physiquement présents et les réunions virtuelles, autres que les séances des sessions des organes directeurs, organisées pour échanger des informations et des points de vue. La participation des acteurs non étatiques à ce type de réunion ne fait l'objet d'aucune restriction.

c) **Auditions.** Au cours de ces réunions, les participants peuvent présenter leurs données factuelles, points de vue et positions et être interrogés à leur sujet, mais ils ne prennent pas part au débat. Les auditions peuvent avoir lieu en ligne ou en présence des intéressés. Toutes les entités intéressées devraient être invitées sur la même base. Le nom des participants et les positions présentées pendant l'audition doivent être consignés par écrit.

d) **Tenue d'autres réunions.** Ces réunions n'ont pas pour objet de définir des politiques ou des normes ; il peut s'agir par exemple de réunions ou de séances d'information, de conférences scientifiques et de plateformes de coordination à l'intention des acteurs. La participation d'acteurs non étatiques à ces réunions ne fait l'objet d'aucune restriction.

17. La participation de l'OMS aux réunions organisées par un acteur non étatique peut – sous réserve des dispositions du présent cadre et des règles, politiques et procédures pertinentes de l'Organisation – prendre l'une des formes suivantes :

- l'OMS organise conjointement la réunion avec l'acteur non étatique ;
- l'OMS est une organisation coparrainante d'une réunion organisée par l'acteur non étatique ;
- des membres du personnel de l'OMS présentent un exposé ou participent à une table ronde dans le cadre d'une réunion organisée par un acteur non étatique ;
- des membres du personnel de l'OMS assistent à une réunion organisée par un acteur non étatique.

Ressources

18. Le terme « ressources » [peut désigner] / [désigne notamment] des fonds, [du personnel] OU [du personnel affecté aux activités techniques, à la mise en œuvre des programmes et des politiques de l'OMS ou à l'action d'urgence,] ou des contributions en nature. Ces dernières comprennent les dons de médicaments et autres produits, et la prestation de services à titre gracieux.

OU

Nouveau texte à proposer

ET/OU

18 bis [PRÉCISER LE TYPE DE PERSONNEL]

ET/OU

[AJOUTER UNE NOTE DE BAS DE PAGE PRÉCISANT LE PERSONNEL CONCERNÉ]

Données factuelles

19. Les données factuelles englobent la collecte, l'analyse et la production d'informations, ainsi que la gestion du savoir et de la recherche.

Sensibilisation

20. La sensibilisation est une action destinée à mieux faire connaître les questions de santé, en particulier celles qui ne recueillent pas suffisamment d'attention, à faire changer les comportements dans l'intérêt de la santé publique, et à favoriser la collaboration et une plus grande cohérence entre les acteurs non étatiques lorsqu'une action conjointe est nécessaire.

Collaboration technique

21. Aux fins du présent projet de cadre, la collaboration technique désigne les autres formes de collaboration avec des acteurs non étatiques, s'il y a lieu, menées dans le cadre d'activités qui relèvent du programme général de travail, y compris :

- la mise au point de produits ;
- le renforcement des capacités ;
- l'appui à l'élaboration des politiques au niveau national ;
- la collaboration opérationnelle dans les situations d'urgence ;
- la contribution à la mise en œuvre des politiques de l'OMS.

GESTION DES CONFLITS D'INTÉRÊTS ET DES AUTRES RISQUES DE LA COLLABORATION

22. La gestion des conflits d'intérêts et des autres risques de la collaboration, y compris, le cas échéant, en les évitant, suppose une série d'étapes qui sont les suivantes :¹

- L'OMS doit connaître les acteurs non étatiques avec lesquels elle collabore. Chaque acteur non étatique est donc tenu de fournir toutes les informations utiles (AJOUTER UNE NOTE DE BAS DE PAGE RENVOYANT AU PARAGRAPHE 38) le concernant et concernant ses activités, après quoi l'OMS procède à la vérification diligente voulue.
- L'OMS entreprend une évaluation des risques pour déterminer les risques spécifiques associés à chaque collaboration avec un acteur non étatique.
- Les risques de la collaboration doivent être gérés et communiqués de manière uniforme à chacun des trois niveaux de l'Organisation et dans l'ensemble de l'Organisation. À cette fin,

¹ Le cadre vise à régir la collaboration institutionnelle ; son application est étroitement coordonnée avec celle des autres politiques de l'organisation régissant les conflits d'intérêts individuels (voir le paragraphe 48).

l'OMS gère la collaboration au moyen d'un outil électronique unique applicable à l'ensemble de l'Organisation.¹ (RENOYER AU PARAGRAPHE 38 DANS LA NOTE DE BAS DE PAGE)

- Les États Membres doivent exercer une supervision sur la collaboration de l'OMS avec les acteurs non étatiques. En gardant cela à l'esprit, le Directeur général fait rapport sur la collaboration avec les acteurs non étatiques au Conseil exécutif par l'intermédiaire de son Comité du programme, du budget et de l'administration et rend publiques toutes les collaborations dans le registre des acteurs non étatiques.
- Les États Membres peuvent avoir accès sur demande [, si possible,] à l'ensemble de la documentation relative à chaque collaboration avec les acteurs non étatiques et peuvent demander à l'OMS des précisions sur l'évaluation.

OU

(DÉPLACER AU PARAGRAPHE 38 *ter* POUR EXAMEN ULTÉRIEUR)

[On trouvera au sein du PBAC un groupe de 12 membres ayant un rôle particulier ...] qui [fera l'objet d'une vérification] / [sera soutenu et supervisé] par un groupe de 12 représentants des États Membres (ci-après le groupe). Le groupe sera composé de deux représentants de chaque Région. Chaque bureau régional établira le mécanisme de sélection de ses représentants.]

OU

[Le PBAC sera en particulier chargé d'examiner les recommandations du groupe de coordination de la collaboration]

OU

[Charger] / [Prier] le Comité consultatif indépendant d'experts de la surveillance [est prié] de faire rapport chaque année sur la collaboration de l'OMS avec les acteurs non étatiques, en particulier sur les dossiers traités par le groupe de coordination de la collaboration, et de donner aux États Membres l'occasion de discuter du rapport avec le Comité consultatif indépendant d'experts de la surveillance avant son adoption par le Comité du programme, du budget et de l'administration.]

OU

[Prier le Comité consultatif indépendant d'experts de la surveillance de faire rapport chaque année sur la collaboration de l'OMS avec les acteurs non étatiques, en particulier sur les dossiers traités par le groupe de coordination de la collaboration, et de donner aux États Membres l'occasion de discuter du rapport avec le président du Comité consultatif indépendant d'experts de la surveillance avant son adoption par le Comité du programme, du budget et de l'administration.]

¹ L'OMS utilise un outil électronique pour la gestion de la collaboration. La partie publique de l'outil est le registre des acteurs non étatiques ; l'outil fournit aussi une séquence des tâches électroniques pour la gestion interne de la collaboration. Un outil électronique du même type est utilisé pour la gestion des conflits d'intérêts individuels afin d'harmoniser l'application du cadre avec celle de la politique sur la gestion des conflits d'intérêts individuels dans le cas des experts.

[**Conflits d'intérêts**] (NOTE : TOUTE LA SECTION EST ENTRE CROCHETS)

23. Un conflit d'intérêts survient lorsqu'il est possible qu'un intérêt secondaire (un intérêt catégoriel lié au résultat des travaux de l'OMS dans un domaine particulier) exerce une influence indue ou lorsque ce dernier peut être raisonnablement perçu comme exerçant une influence indue sur l'indépendance ou sur l'objectivité d'un avis professionnel ou de mesures concernant un intérêt primaire (les travaux de l'OMS). L'existence de toute forme de conflit d'intérêts ne signifie pas en soi qu'un acte incorrect a été commis, mais plutôt qu'il existe un risque qu'il le soit. Les conflits d'intérêts ne sont pas seulement financiers mais peuvent prendre d'autres formes également.¹ (REEMPLACER LA NOTE DE BAS DE PAGE PAR CE QUI SUIT : Les conflits d'intérêts individuels au sein de l'OMS sont ceux impliquant des experts, quels qu'ils soient, et des membres du personnel ; ils seront traités conformément aux politiques énumérées au paragraphe 48 du présent cadre.)

24. Toute institution a de multiples intérêts, ce qui signifie qu'en collaborant avec des acteurs non étatiques, l'OMS est souvent confrontée à un ensemble d'intérêts convergents et contradictoires. Un **conflit d'intérêts institutionnel** est une situation où l'intérêt primaire de l'OMS tel que défini dans sa Constitution peut être indûment influencé par l'intérêt divergent d'un acteur non étatique d'une manière qui affecte ou peut être raisonnablement perçu comme affectant l'indépendance et l'objectivité des travaux de l'OMS.

25. Par une gestion active du conflit d'intérêts institutionnel et des autres risques de la collaboration visés ci-dessus au paragraphe 8, l'OMS cherche à éviter que les intérêts divergents d'un acteur non étatique n'exercent, ou ne soient raisonnablement perçus comme exerçant, une influence indue sur le processus de prise de décisions de l'Organisation ou ne l'emportent sur les intérêts de celle-ci.

26. Pour l'OMS, les **conflits d'intérêts institutionnels les plus importants** surviennent dans les situations où les intérêts [économiques] [et financiers] [des acteurs non étatiques] [couverts par ce cadre] / [en particulier des entités du secteur privé] sont en conflit avec les intérêts de l'OMS [et son mandat [constitutionnel et de santé publique]], et surtout avec l'indépendance et l'impartialité de l'Organisation dans [la collecte de données factuelles et d'informations en vue de] la définition [et de l'application] de normes et de critères. / (SUPPRIMER PARAGRAPHE).[AJOUTER NOTE DE BAS DE PAGE] (NOTE DE BAS DE PAGE RENVOYANT AU PARAGRAPHE 9)

OU

[Pour l'OMS, les **conflits d'intérêts institutionnels les plus importants** surviennent dans les situations où les intérêts économiques, commerciaux ou financiers d'acteurs non étatiques, en particulier d'entités du secteur privé, sont en conflit avec les intérêts de l'OMS et son mandat constitutionnel et de santé publique.

[FAIRE RÉFÉRENCE aux normes et critères et à la collecte de données factuelles] [et à l'application] [AJOUTER UNE NOTE DE BAS DE PAGE : Étant entendu que l'intérêt économique est le principal conflit d'intérêts institutionnel, d'autres formes de conflits d'intérêts doivent néanmoins être prises en considération afin de protéger l'intégrité de l'OMS en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies (voir le paragraphe 67)]

¹ [Les conflits d'intérêts individuels au sein de l'OMS sont ceux dans lesquels sont impliqués des experts, quels qu'ils soient, et des membres du personnel. Concernant les experts, les conflits d'intérêts sont régis par les lignes directrices pour la déclaration d'intérêts. Concernant les membres du personnel, les dispositions applicables en la matière sont celles qui figurent dans le Statut et le Règlement du personnel.]

Vérification diligente et évaluation des risques

27. Lorsqu'une collaboration est envisagée avec un acteur non étatique, l'unité technique compétente du Secrétariat procède à un examen initial pour déterminer si cette collaboration est dans l'intérêt de l'Organisation et conforme aux principes de la collaboration de l'OMS avec les acteurs non étatiques présentés au paragraphe 6 et avec les priorités définies dans le programme général de travail et le budget programme. Si tel semble être le cas, l'unité technique prie l'acteur non étatique de fournir les informations de base le concernant. En utilisant l'outil électronique applicable à l'ensemble de l'Organisation, l'unité complète alors ces informations en ajoutant un descriptif de la collaboration proposée et sa propre évaluation des avantages et des risques qu'elle comporte. Les informations sont alors transmises à une unité centrale spécialisée qui est chargée de les analyser. (REVOIR AVEC LE PARAGRAPHE 6)

28. Avant de collaborer avec des acteurs non étatiques, étant donné les avantages potentiels que présente une telle collaboration pour [les deux parties] / [la santé publique], l'OMS doit procéder à une vérification diligente afin de préserver son intégrité. On entend par là les mesures prises par l'Organisation pour obtenir et vérifier [toutes les informations utiles] / (SUPPRIMER) les informations relatives à un acteur non étatique afin d'avoir [un aperçu] / [une compréhension détaillée / précise] [une compréhension claire] de son profil. Une évaluation des risques de la collaboration proposée est menée en plus de la vérification diligente. [Cela suppose d'évaluer les risques associés à la collaboration avec un acteur non étatique, en particulier les risques présentés au paragraphe 8.] [Alors que la vérification diligente se rapporte à la nature de l'acteur non étatique concerné, l'évaluation des risques concerne l'évaluation [des résultats possibles] d'une collaboration spécifique proposée avec cet acteur [et son impact [potentiel] sur les travaux de l'OMS].] (SUPPRIMER)

OU

28 bis Avant de collaborer avec un acteur non étatique, l'OMS, afin de préserver son intégrité, procède à une vérification diligente [et à une évaluation des risques]. [On entend par là]/[On entend par « vérification diligente »] les mesures prises par l'OMS pour obtenir et vérifier [toutes] les informations [utiles] relatives à un acteur non étatique afin d'avoir [un aperçu] / [une compréhension claire] de son profil. Alors que la vérification diligente se rapporte à la nature de l'acteur non étatique concerné, l'évaluation des risques concerne l'évaluation d'une collaboration spécifique proposée avec cet acteur non étatique [et son impact sur le travail de l'OMS].

OU

[Avant de collaborer avec un acteur non étatique, l'OMS, afin de préserver son intégrité, procède à une vérification diligente et à une évaluation des risques. On entend par « **vérification diligente** » les mesures prises par l'OMS pour obtenir et vérifier les informations pertinentes relatives à un acteur non étatique afin d'avoir une compréhension claire de son profil. Alors que la vérification diligente se rapporte à la nature de l'acteur non étatique concerné, l'**évaluation des risques** concerne l'évaluation d'une collaboration spécifique proposée avec cet acteur non étatique.]

29. **La vérification diligente** associe un examen des informations fournies par l'acteur non étatique à une recherche d'informations sur l'entité concernée provenant d'autres sources et à une analyse de l'ensemble des informations obtenues. Cela suppose un examen minutieux de différentes sources d'informations publiques, juridiques et commerciales, notamment : les médias ; les rapports d'analystes, répertoires et profils de sociétés que l'on trouve sur le site Web de l'entité ; et les sources publiques, juridiques et gouvernementales.

30. Les [principales fonctions] / [fonctions essentielles] de la vérification diligente sont les suivantes :

- [clarifier la nature et les objectifs de l'entité avec laquelle il est proposé que l'OMS collabore ;]
- préciser quel est l'intérêt de l'entité à collaborer avec l'OMS et ce qu'elle attend en retour ;
- déterminer le statut de l'entité, son domaine d'activité, [sa composition], sa gouvernance, ses sources de financement, sa constitution, ses statuts, ses règlements et son affiliation ;

AJOUTER [situation géographique] ET [succursales de l'entité]

- définir les principaux éléments de l'historique et des activités de l'entité en ce qui concerne : les questions [sanitaires,] humaines et professionnelles ; les questions environnementales, éthiques et commerciales ; la réputation et l'image ; et la stabilité financière ;
- repérer [« des lignes rouges » comme] (SUPPRIMER) les activités d'acteurs non étatiques qui sont incompatibles avec les travaux et le mandat de l'OMS ([par exemple] / [c'est-à-dire] [des liens avec] (SUPPRIMER) les secteurs du tabac et de l'armement) ;

ET AJOUTER UNE NOUVELLE PUCE

[ou qui appellent une grande prudence de l'Organisation en matière de collaboration avec eux (par exemple des liens avec d'autres secteurs ayant une incidence sur la santé humaine ou affectés par les normes et critères de l'OMS).¹] (SUPPRIMER)

OU

[recenser les activités de l'entité pouvant exiger de l'Organisation qu'elle envisage de fixer des paramètres plus étroits pour la collaboration, ou qui sont affectées par les normes et critères de l'OMS] [CONSERVER LE LIBELLÉ ORIGINAL DE LA PUCE]

- [Examiner si l'entité [respecte les] / [se conforme aux] / [est compatible avec les] normes, critères, lignes directrices, stratégies ou plans d'action établis par l'OMS ou si ses activités menacent les normes, critères, lignes directrices, stratégies ou plans d'action établis par l'OMS] (SUPPRIMER)

OU REMPLACER TOUT LE PARAGRAPHE PAR LE SUIVANT :

[Les fonctions essentielles de la vérification diligente sont les suivantes :

- clarifier la nature et les objectifs de l'entité avec laquelle il est proposé que l'OMS collabore;
- préciser quel est l'intérêt de l'entité à collaborer avec l'OMS et ce qu'elle attend en retour ;
- déterminer le statut de l'entité, son domaine d'activité, sa composition, sa gouvernance, ses sources de financement, sa constitution, ses statuts, ses règlements et son affiliation ;

¹ Selon la description figurant au paragraphe 44.

- définir les principaux éléments de l'historique et des activités de l'entité en ce qui concerne : les questions sanitaires, humaines et professionnelles ; les questions environnementales, éthiques et commerciales ; la réputation et l'image ; et la stabilité financière ;
- déterminer la nature ou les activités d'acteurs non étatiques qui sont incompatibles avec les travaux et le mandat de l'OMS (par exemple des liens avec les secteurs du tabac et de l'armement) ou qui appellent une grande prudence de l'Organisation en matière de collaboration avec eux (par exemple des liens avec d'autres secteurs ayant une incidence sur la santé humaine ou affectés par les normes et critères de l'OMS).¹

31. La vérification diligente permet aussi au Secrétariat de classer, aux fins de la collaboration, chaque entité dans l'une des quatre catégories d'acteurs non étatiques sur la base de sa nature, de ses objectifs, de sa gouvernance, de son financement, de son indépendance et de sa composition. Ce classement est indiqué dans le registre des acteurs non étatiques.

ET

[Les rapports de vérification diligente, y compris le rapport d'évaluation des risques, [seront] diffusés [aux États Membres] [, sur demande] / [les informations utiles [seront] rendues publiques] / DÉPLACER LA PARTIE EN JAUNE VERS UN AUTRE PARAGRAPHE

32. [Les risques sont l'expression de la probabilité et de l'effet [néгатif] potentiel d'un événement qui affecterait la capacité de l'Organisation d'atteindre ses objectifs. Lorsqu'une collaboration est proposée, on procède à **une évaluation des risques** [[en plus de la] / [parallèlement à la] / [suivant la] / [après la] vérification diligente. On évalue] (SUPPRIMER), laquelle suppose d'évaluer les risques [décrits au paragraphe 8] [associés à une collaboration avec un acteur non étatique, en particulier [mais sans s'y limiter] les risques décrits au paragraphe 8.] (SUPPRIMER)

[AJOUTER UN PASSAGE SUR LES PROCÉDURES D'ÉVALUATION DES RISQUES]

OU

SUPPRIMER LE PARAGRAPHE 32

OU

[Alors que la vérification diligente se rapporte à la nature de l'acteur non étatique concerné, l'évaluation des risques concerne l'évaluation d'une collaboration spécifique proposée avec cet acteur.] RENVOYER AU PARAGRAPHE 28

OU

DÉPLACER LES PARTIES CONCERNÉES DU PARAGRAPHE 28 au PARAGRAPHE 32

¹ Selon la description figurant au paragraphe 44

OU

[Les risques sont l'expression de la probabilité et de l'effet potentiel d'un événement qui affecterait la capacité de l'Organisation d'atteindre ses objectifs. Lorsqu'une collaboration est proposée, on procède à une **évaluation des risques** en plus de la vérification diligente. On évalue les risques associés à une collaboration avec un acteur non étatique, en particulier les risques décrits au paragraphe 8.]

(AJOUTER UNE NOTE DE BAS DE PAGE)

(AJOUTER LES ÉVALUATIONS DES RISQUES)

Gestion des risques

33. **La gestion des risques** concerne le processus aboutissant à une décision de gestion explicite et justifiée du Secrétariat d'engager une collaboration (AJOUTER UNE NOTE DE BAS DE PAGE : Tandis que les entités en relations officielles avec l'OMS sont des acteurs non étatiques aux fins de ce cadre, la procédure par laquelle ces acteurs non étatiques établissent des relations officielles avec l'OMS reste celle décrite aux paragraphes 49 à 55), de la poursuivre, de l'assortir de mesures d'atténuation des risques, d'y renoncer ou de se retirer d'une collaboration existante ou prévue avec des acteurs non étatiques [est une décision de gestion prise par l'unité pouvant collaborer avec l'acteur non étatique [et pouvant nécessiter une] / [en fonction d'une] recommandation des États Membres dans le cadre du PBAC] / (SUPPRIMER). [La décision de gestion est généralement prise par la direction de l'unité pouvant collaborer avec un acteur non étatique.] (SUPPRIMER)

OU

[**La gestion des risques** concerne le processus aboutissant à une décision de gestion explicite et justifiée du Secrétariat d'engager une collaboration (AJOUTER UNE NOTE DE BAS DE PAGE : Ne sont pas visées ici les décisions concernant les relations officielles présentées aux paragraphes 49 à 55), de la poursuivre, de l'assortir de mesures d'atténuation des risques, d'y renoncer ou de se retirer d'une collaboration existante ou prévue avec des acteurs non étatiques. Il s'agit d'une décision de gestion prise par l'unité pouvant collaborer avec un acteur non étatique, sous l'égide du Comité du programme, du budget et de l'administration et du Comité consultatif indépendant d'experts de la surveillance, conformément aux paragraphes 22 et 66, et dans la transparence à l'égard des États Membres, conformément au paragraphe 38 *ter*.]

34. L'unité responsable de la vérification diligente et de l'évaluation des risques, telle que décrite au paragraphe 27, formule des recommandations sur les options énumérées au paragraphe 33 ci-dessus [ainsi que les raisons motivant ces recommandations] / (SUPPRIMER). Si elle accepte ces recommandations, l'unité qui propose la collaboration les applique. En cas de désaccord, elle peut s'adresser au groupe de coordination de la collaboration. [AJOUTER UNE NOTE DE BAS DE PAGE présentant le groupe de coordination de la collaboration.]

OU

[L'unité responsable de la vérification diligente et de l'évaluation des risques, telle que décrite au paragraphe 27, formule des recommandations sur les options énumérées au paragraphe 33 ci-dessus ainsi que les raisons motivant ces recommandations. Si elle accepte ces recommandations, l'unité qui propose la collaboration les applique. En cas de désaccord, elle peut s'adresser au groupe de coordination de la collaboration. [AJOUTER UNE NOTE DE BAS DE PAGE : **Le groupe de coordination de la collaboration** est un groupe du Secrétariat nommé par le Directeur général dans lequel les bureaux régionaux sont représentés.]

35. **Le groupe de coordination de la collaboration** [sera] / [est] un groupe du Secrétariat [qui sera] nommé par le Directeur général dans lequel [chaque bureau régional] / [les bureaux régionaux concernés] sont représentés. Lorsqu'un risque significatif est décelé, le groupe de coordination de la collaboration examine les propositions de collaboration qui lui ont été soumises et recommande [de collaborer] (SUPPRIMER), de poursuivre la collaboration, d'assortir une collaboration de mesures d'atténuation des risques, de ne pas collaborer ou de se retirer d'une collaboration existante ou prévue avec des acteurs non étatiques. Dans les cas où l'unité responsable de la collaboration est en désaccord avec cette recommandation, le Directeur général tranchera. [La décision et les informations connexes sur la gestion des risques seront publiquement diffusées [aux États Membres par l'intermédiaire du mécanisme de surveillance] / (SUPPRIMER : – ABORDER CE POINT DANS LA SECTION SUR LA TRANSPARENCE)]

OU

[Le groupe de coordination de la collaboration examine les propositions de collaboration qui lui ont été soumises et recommande de collaborer, de poursuivre la collaboration, d'assortir une collaboration de mesures d'atténuation des risques, de ne pas collaborer ou de se retirer d'une collaboration existante ou prévue avec des acteurs non étatiques. Dans les cas où l'unité responsable de la collaboration est en désaccord avec cette recommandation, le Directeur général tranchera.]

36. Conformément à son cadre de gestion des risques (AJOUTER UNE NOTE DE BAS DE PAGE : Voir le document EB133/10), l'OMS suit une approche de gestion des risques pour la collaboration, ne commençant une collaboration avec un acteur non étatique que si les avantages en termes de contribution directe ou indirecte à la santé publique et à la réalisation du mandat de l'Organisation tels que mentionnés au paragraphe 7 l'emportent sur tout risque résiduel lié à la collaboration mentionné au paragraphe 8 ainsi que le temps et les dépenses nécessaires à l'établissement et au maintien de la collaboration. (REVOIR AVEC LES PARAGRAPHES 7 ET 8)

Transparence

37. **Les relations de l'OMS avec les acteurs non étatiques** [sont] / [doivent être] gérées de façon transparente. L'Organisation présente à ses organes directeurs des rapports annuels sur la collaboration avec les acteurs non étatiques [,y compris sur les travaux du groupe de coordination de la collaboration] et rend publiques les informations de base sur ceux avec lesquels elle collabore et sur les différentes collaborations avec eux.

OU

[Les relations de l'OMS avec les acteurs non étatiques sont gérées de façon transparente. L'Organisation présente à ses organes directeurs des rapports annuels sur la collaboration avec les acteurs non étatiques, y compris sur les travaux du groupe de coordination de la collaboration, et rend publiques les informations de base sur ceux avec lesquels elle collabore et sur les différentes collaborations avec eux.]

38. **Le registre OMS des acteurs non étatiques** est un outil électronique accessible au public sur Internet que le Secrétariat¹ utilise pour consigner et coordonner la collaboration avec ces acteurs. Il

¹ Le registre couvre les trois niveaux de l'Organisation – mondial, régional et de pays – et comprend les partenariats hébergés et les programmes communs.

contient les principales informations standard communiquées par ces derniers et une description succincte de la collaboration que l'Organisation entretient avec eux.¹ [Le registre sera achevé en mars 2016 et peut être consulté [et actualisé] à tout moment, y compris ses versions préliminaires] / [DÉPLACER ce texte pour le faire figurer dans la résolution] [Les acteurs non étatiques collaborant avec l'OMS doivent fournir des informations sur leur organisation. Ces informations sont les suivantes : nom, statut juridique, objectif, structure de la gouvernance, composition des principaux organes de décision, actifs, revenus annuels et sources de financement, principales entités avec lesquelles l'entité a des liens, adresse du site Internet et coordonnées d'un ou plusieurs correspondants que l'OMS peut contacter.] (SUPPRIMER, insérer dans le paragraphe 38 *bis*) [AJOUTER UNE NOTE DE BAS DE PAGE sur les trois niveaux d'accès]

38 *bis* Les acteurs non étatiques collaborant avec l'OMS doivent fournir des informations sur leur organisation. Ces informations sont les suivantes : nom, statut juridique, objectif, structure de la gouvernance, composition des principaux organes de décision, actifs, revenus annuels et sources de financement, principales entités avec lesquelles l'entité a des liens, adresse du site Internet et coordonnées d'un ou plusieurs correspondants que l'OMS peut contacter.

38 *ter* [Les rapports de vérification diligente, [y compris] (SUPPRIMER) les décisions se rapportant à l'évaluation et à la gestion des risques [, y compris les décisions de refuser la collaboration] / (SUPPRIMER) seront diffusés aux États Membres] [et les informations pertinentes seront rendues publiques] / (SUPPRIMER) OU [Les rapports de vérification diligente et les rapports d'évaluation des risques, ainsi que les décisions sur les options de collaboration énumérées au paragraphe 33, seront diffusées aux États Membres.]

OU REMPLACER LES PARAGRAPHES 38, 38 *bis* ET 38 *ter* PAR CE QUI SUIT :

38. **Le registre OMS des acteurs non étatiques** est un outil électronique accessible au public sur Internet que le Secrétariat (NOTE DE BAS DE PAGE 1) utilise pour consigner et coordonner la collaboration avec ces acteurs. Il contient les principales informations standard communiquées par ces derniers (NOTE DE BAS DE PAGE 2) et une description succincte de la collaboration que l'Organisation entretient avec eux (NOTE DE BAS DE PAGE 3).

(NOTE DE BAS DE PAGE 1 : Le registre des acteurs non étatiques correspond au premier niveau d'information d'un outil utilisé par le Secrétariat qui en comporte quatre, à savoir : un niveau accessible au public, un niveau accessible aux États Membres, un niveau accessible au Secrétariat pour la conduite de ses activités et un niveau auquel un nombre restreint de personnes au sein du Secrétariat a accès à des informations confidentielles et sensibles.)

(NOTE DE BAS DE PAGE 2 : Des informations sur les contributions financières reçues par les acteurs non étatiques figurent dans ce registre et dans le portail Web du budget programme.)

[NOTE DE BAS DE PAGE 3 : Le registre recouvre les trois niveaux de l'Organisation – mondial, régional et national – et il englobe les partenariats hébergés et les programmes conjoints]

¹ Les informations concernant les contributions financières des acteurs non étatiques sont consignées dans ce registre et figurent également sur le portail Internet relatif au budget programme.

ET

38 bis [Les acteurs non étatiques collaborant avec l’OMS doivent fournir des informations sur leur organisation. Ces informations sont les suivantes : nom, statut juridique, objectif, structure de la gouvernance, composition des principaux organes de décision, actifs, revenus annuels et sources de financement, principales entités avec lesquelles l’entité a des liens, adresse du site Internet et coordonnées d’un ou plusieurs correspondants que l’OMS peut contacter.]

ET

38 ter [En plus des informations rendues publiques, les États Membres ont électroniquement accès à un rapport récapitulatif de la vérification diligente menée sur l’acteur, les évaluations de risques et la gestion du risque de collaboration. D’autres informations utilisées par le Secrétariat pour gérer cette collaboration peuvent être consultées par les États Membres sur demande pour autant que cela soit faisable juridiquement.]

ET

[Ajouter au texte de la résolution un calendrier pour la mise en place du registre.]

39. Lorsque le Secrétariat décide de collaborer avec un acteur non étatique, un résumé des informations soumises par ce dernier figurant au registre des acteurs non étatiques de l’OMS est rendu public. L’acteur concerné est responsable de la fiabilité des informations qu’il fournit et qui sont publiées dans le registre, et le fait qu’elles y figurent ne saurait constituer une quelconque approbation de la part de l’OMS.

40. Les acteurs non étatiques décrits dans le registre doivent actualiser les informations fournies à leur sujet chaque année ou à la demande de l’OMS. Les informations figurant dans le registre des acteurs non étatiques de l’OMS seront datées. Les informations sur les entités qui ne collaborent plus avec l’OMS ou qui n’ont pas actualisé leurs données porteront la mention « archivé ». Les informations archivées du registre des acteurs non étatiques de l’OMS peuvent, le cas échéant, être utilisées en relation avec des demandes ultérieures de collaboration.

41. L’OMS tient à jour un guide pour orienter les acteurs non étatiques dans leurs interactions avec l’Organisation conformément au présent cadre. Il existe aussi un guide à l’intention du personnel sur la mise en œuvre du cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques.

NOTE : Le texte suivant du paragraphe 41 a été « mis de côté » pour alimenter les discussions concernant le paragraphe 48
[qui sera appliqué conjointement avec le cadre] (SUPPRIMER :)

OU

[Toutes les lignes directrices de l’OMS seront [alignées sur] / [coordonnées avec] le présent cadre (NOTE DE BAS DE PAGE : ÉNUMÉRER TOUS LES DOCUMENTS UTILES)]

OU

DÉPLACER AU PARAGRAPHE 48 (EN TANT QUE NOTE DE BAS DE PAGE)

Définition de politiques, de normes et de critères

42. En ce qui concerne la mise au point de politiques, de normes et de critères de l'OMS, on peut distinguer trois types d'activité de l'Organisation :

type 1 : la collecte d'informations ;

type 2 : l'élaboration et la mise au point plus précise du texte normatif, et la prise de décisions à son sujet ;

type 3 : la mise en œuvre.

43. Les références figurant ailleurs dans le présent cadre relatives à la définition de normes et de critères et aux activités normatives concernent le deuxième type d'activité.

DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

Collaboration avec certains secteurs d'activité

44. L'OMS ne collabore pas avec les secteurs du tabac ou de l'armement. En outre, elle fera preuve d'une grande prudence avant de collaborer avec d'autres secteurs ayant une incidence sur la santé humaine ou affectés par les normes et critères de l'Organisation.

Association avec le nom et l'emblème de l'OMS

45. **Le nom et l'emblème** de l'OMS sont pour le public des symboles reconnus d'intégrité et d'assurance de qualité. Le nom, le sigle et l'emblème de l'Organisation ne seront en conséquence pas utilisés à des fins commerciales et/ou promotionnelles, ni à des fins de commercialisation ou de publicité. Toute utilisation du nom ou de l'emblème doit être expressément autorisée par écrit par le Directeur général de l'OMS.¹

Détachement

46. [L'OMS n'accepte aucun détachement de personnel d'un acteur non étatique.] / (SUPPRIMER :)

OU

[L'OMS n'accepte aucun détachement de personnel d'entités du secteur privé. Les détachements d'autres types d'acteurs non étatiques sont acceptés conformément au document WHA67/7.]

OU

[L'OMS peut accepter des détachements d'acteurs non étatiques pour des activités techniques ou pour la mise en œuvre des programmes et des politiques de l'OMS et l'action d'urgence.]

¹ Voir <http://www.who.int/about/licensing/emblem/fr/>.

LIEN DU CADRE AVEC LES AUTRES POLITIQUES DE L'OMS

47. Le présent cadre remplace les Principes régissant les relations entre l'Organisation mondiale de la Santé et les organisations non gouvernementales¹ et les lignes directrices concernant les interactions avec les entreprises commerciales en vue d'atteindre des objectifs sanitaires (dont le Conseil exécutif a pris note).²

48. La mise en œuvre du cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques est coordonnée avec les politiques connexes suivantes, qui restent en vigueur :

a) La participation de l'OMS à des partenariats extérieurs est régie par la politique concernant la collaboration de l'OMS avec des partenariats mondiaux pour la santé et les modalités d'hébergement.³ S'agissant de la gestion des risques associés à la collaboration de l'Organisation avec ces partenariats, le présent cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques s'applique.

b) La gestion des relations entre l'OMS et les différents experts est régie par le Règlement applicable aux tableaux et comités d'experts⁴ et les lignes directrices relatives à la déclaration d'intérêts (experts de l'OMS).

c) Le Statut et le Règlement du personnel de l'Organisation et en particulier les dispositions sur la déclaration d'intérêts qu'ils contiennent : l'article 1.1 du Statut du personnel prévoit que tous les membres du personnel « s'engagent à s'acquitter de leurs fonctions et à régler leur conduite en ayant exclusivement en vue l'intérêt de l'Organisation mondiale de la Santé ».

d) Les collaborations scientifiques sont régies par le Règlement applicable aux groupes d'étude et aux groupes scientifiques, aux institutions collaboratrices et aux autres mécanismes de collaboration.⁵

e) L'achat de biens et de services est régi par le Règlement financier et les Règles de gestion financière ;⁶ le cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques ne s'y applique pas, sauf en ce qui concerne les contributions à titre gracieux fournies par ces acteurs.

f) Comme tout autre financement de l'OMS, les fonds provenant d'acteurs non étatiques devraient être considérés comme entrant dans le cadre du dialogue sur le financement et sont régis par le Règlement financier et les Règles de gestion financière ; la décision d'accepter une contribution financière de ce type est régie par le présent cadre.

¹ Voir les Documents fondamentaux, 47^e éd. Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2009, pp. 81-86.

² Voir le document EB107/2001/REC/2, procès-verbal de la douzième séance.

³ Approuvée par l'Assemblée mondiale de la Santé dans la résolution WHA63.10 sur les partenariats.

⁴ Voir les Documents fondamentaux, 47^e éd. Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2009, pp. 104-112, <http://apps.who.int/gb/bd/PDF/bd47/EN/regu-for-expert-en.pdf>, consulté le 1^{er} décembre 2014).

⁵ Voir les Documents fondamentaux, 47^e éd. Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2009, pp. 113-120.

⁶ Voir les Documents fondamentaux, 47^e éd. Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2009, pp. 87-97.

RELATIONS OFFICIELLES

49. L'expression « **relations officielles** » désigne un privilège que le Conseil exécutif peut accorder à des organisations non gouvernementales, des associations internationales d'entreprises ou des fondations philanthropiques qui ont collaboré et continuent de collaborer de manière durable et systématique au service des intérêts de l'Organisation.¹ Les buts et activités de ces entités seront en harmonie avec l'esprit, les fins et les principes de la Constitution de l'OMS et contribueront de manière notable au progrès de la santé publique. Les organisations en relations officielles peuvent participer aux réunions des organes directeurs de l'OMS, mais sont par ailleurs soumises aux mêmes règles que les autres acteurs non étatiques lorsqu'elles collaborent avec l'Organisation.

50. Toutes les entités en relations officielles seront dotées d'une constitution ou d'un document fondamental analogue, d'un siège permanent, d'un organe directeur et d'une structure administrative, et seront inscrites au registre OMS des acteurs non étatiques, où elles mettront régulièrement à jour les informations les concernant.

51. Un plan de collaboration, établi en fonction d'objectifs arrêtés d'un commun accord, définissant des activités à mener au cours des trois années à venir et structuré conformément au programme général de travail et au budget programme, constituera le fondement des relations officielles entre l'OMS et les organisations en relations officielles. Ce plan sera également publié sur le registre OMS des acteurs non étatiques. Les organisations en relations officielles présenteront chaque année un bref rapport sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan de collaboration et autres activités connexes, qui sera aussi publié dans le registre OMS.

52. Le Conseil exécutif sera chargé de décider de l'admission des organisations à des relations officielles avec l'OMS et réexaminera ce statut tous les trois ans. Le Directeur général pourra proposer l'admission d'organisations non gouvernementales internationales, de fondations philanthropiques ou d'associations internationales d'entreprises. Il pourra également proposer de réexaminer une admission plus tôt que prévu, sur la base des résultats de la collaboration avec l'organisation concernée.

53. Les acteurs non étatiques en relations officielles avec l'OMS sont invités à participer aux sessions des organes directeurs de l'Organisation. Ils ont les privilèges suivants :

- a) le droit de nommer un représentant pour participer, sans droit de vote, aux réunions des organes directeurs de l'OMS ou à celles des comités et conférences convoqués sous son autorité ;
- b) le droit de faire une déclaration si le président de la réunion i) les y invite ou ii) accepte leur demande lors de l'examen d'une question revêtant pour eux un intérêt particulier ;
- c) le droit de présenter la déclaration mentionnée à l'alinéa b) préalablement aux débats en la mettant en ligne sur un site Internet spécialisé.

Toutefois, ces privilèges ne sous-entendent aucunement l'existence d'un droit automatique à d'autres formes de collaboration.

¹ Au moins deux années de collaboration systématique attestées sur le registre OMS des acteurs non étatiques, dont les deux parties considèrent qu'elles sont mutuellement bénéfiques. La participation de l'une ou de l'autre des parties aux réunions de l'autre partie n'est pas considérée comme constituant à elle seule une collaboration systématique.

54. Les acteurs non étatiques participant aux réunions de l’OMS nommeront un chef de délégation et déclareront les affiliations de leurs représentants. Cette déclaration précisera la fonction de chaque représentant au sein de l’entité non étatique elle-même et, le cas échéant, la fonction du représentant dans l’organisation affiliée.

55. Les acteurs non étatiques en relations officielles avec l’OMS sont des entités internationales de par leur composition et/ou leur champ d’action. L’organisme ou les organismes affiliés peuvent aussi participer aux réunions des comités régionaux. Les comités régionaux peuvent définir une procédure permettant d’accorder une accréditation pour leurs réunions à d’autres acteurs non étatiques qui ne sont pas en relations officielles avec l’OMS dans la mesure où cette procédure est régie par les dispositions du présent cadre.

Procédures à suivre pour l’admission d’organisations à des relations officielles avec l’OMS et le maintien des relations

56. La demande d’admission à des relations officielles sera fondée sur les données actualisées figurant dans le registre OMS des acteurs non étatiques qui comportera toutes les informations requises sur la nature et les activités de l’acteur considéré. La demande contiendra un résumé de la collaboration passée présentée sur le registre des acteurs non étatiques et un plan triennal de collaboration avec l’OMS, élaboré et convenu conjointement par l’acteur non étatique et l’Organisation.

57. Une lettre signée certifiant l’exactitude de la demande soumise en ligne parviendra au Siège de l’OMS à la fin du mois de juillet au plus tard pour qu’elle puisse être présentée au Conseil exécutif à sa session suivante en janvier. Les demandes d’admission à des relations officielles seront examinées afin de vérifier que les critères et autres conditions définis dans le présent cadre sont respectés. Les demandes devraient être communiquées par le Secrétariat aux membres du Conseil exécutif six semaines avant le début de sa session de janvier, au cours de laquelle celles-ci seront examinées.

58. Les acteurs non étatiques en relations officielles et le Secrétariat doivent désigner des points focaux pour la collaboration, qui sont chargés de s’informer mutuellement et d’informer leurs organisations respectives de toute évolution dans la mise en œuvre du plan de collaboration, et qui doivent être contactés en premier en cas de modifications ou de difficultés.

59. À la session de janvier du Conseil exécutif, le Comité du programme, du budget et de l’administration examinera les demandes présentées et adressera des recommandations au Conseil. Le Comité pourra inviter un représentant de l’organisation à faire devant lui une déclaration verbale au sujet de sa demande. S’il considère que l’organisation candidate ne répond pas aux critères fixés, et dans le souci de garantir un partenariat continu et fructueux fondé sur des objectifs précis et attesté par le succès de la collaboration passée et un plan d’activités communes pour l’avenir, le Comité pourra recommander d’ajourner l’examen d’une demande ou de la rejeter.

60. Le Conseil, après avoir examiné les recommandations du Comité, décidera si une organisation doit être admise à des relations officielles avec l’OMS. Une nouvelle demande d’admission d’un acteur non étatique ne sera pas normalement examinée avant que deux ans ne se soient écoulés depuis la décision sur sa première demande.

61. Le Directeur général avisera chaque organisation de la décision prise par le Conseil au sujet de sa demande. Il tiendra une liste des organisations admises à des relations officielles, indiquera ces privilèges sur le registre OMS des acteurs non étatiques, et consignera les décisions prises par le Secrétariat et le Conseil exécutif s’agissant des demandes des acteurs non étatiques.

62. Le Conseil exécutif, agissant par l'intermédiaire de son Comité du programme, du budget et de l'administration, passera en revue la collaboration avec chaque acteur non étatique tous les trois ans afin de s'assurer qu'il est souhaitable de maintenir des relations officielles, ou reportera sa décision jusqu'à l'année suivante. Le réexamen par le Conseil s'étendra sur une période de trois ans, un tiers des acteurs non étatiques en relations officielles étant passé en revue chaque année.

63. Le Directeur général peut proposer de procéder plus tôt que prévu à un réexamen des relations officielles entre l'OMS et un acteur non étatique en cas de difficultés, par exemple le non-respect du plan de collaboration de la part de cet acteur, l'absence de contact, le non-respect des obligations relatives à la présentation de rapports, ou une modification de la nature ou des activités de l'organisation concernée, le fait que l'acteur ne remplit plus les critères requis, ou tout risque nouveau potentiel pour la collaboration.

64. Le Conseil pourra mettre fin aux relations officielles s'il estime qu'elles ne sont plus appropriées ou nécessaires compte tenu de l'évolution des programmes ou d'autres circonstances. De même, il pourra suspendre les relations officielles ou y mettre fin si une organisation ne répond plus aux conditions qui s'appliquaient lors de l'établissement de telles relations, ne met pas à jour ses informations et ne rend pas compte de la collaboration dans le registre OMS des acteurs non étatiques, ou n'exécute pas sa part du programme de collaboration convenu.

SUPERVISION DE LA COLLABORATION

65. Le Conseil exécutif, par l'intermédiaire de son Comité du programme, du budget et de l'administration, supervise la mise en œuvre de la politique de collaboration de l'OMS avec les acteurs non étatiques, propose des modifications à apporter au cadre de collaboration et peut accorder les privilèges conférés par les relations officielles à des organisations non gouvernementales internationales, des fondations philanthropiques ou des associations internationales d'entreprises.

66. Le Comité du programme, du budget et de l'administration procède à un examen, fournit des orientations et, le cas échéant, formule des recommandations sur :

a) la supervision de l'application du cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques, y compris :

i) l'examen du rapport annuel du Directeur général sur la collaboration avec les acteurs non étatiques ;

ET

i bis) [l'examen du rapport annuel du Comité consultatif indépendant d'experts de la surveillance sur la collaboration de l'OMS avec les acteurs non étatiques]

ii) toute autre question relative à la collaboration qui lui est soumise par le Conseil ;

b) les acteurs non étatiques en relations officielles avec l'OMS, y compris :

i) les propositions relatives à l'admission d'acteurs non étatiques à des relations officielles ; et

ii) l'examen du renouvellement des relations officielles ;

- c) toute proposition concernant la révision du cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques lorsqu'elle se révèle nécessaire.

NON-RESPECT DU PRÉSENT CADRE

67. Le non-respect recouvre notamment les situations suivantes : retards importants dans la communication des informations pour le registre OMS des acteurs non étatiques ; communication de fausses informations ; exploitation de la collaboration avec l'Organisation à des fins commerciales, promotionnelles ou publicitaires ou aux fins de la commercialisation ; usage abusif du nom et de l'emblème de l'OMS ; et utilisation inconsidérée des privilèges conférés par les relations officielles.

68. La non-observation des dispositions du présent cadre par un acteur non étatique peut avoir des conséquences pour l'entité visée dans le respect des formes régulières, notamment l'envoi d'un rappel, d'une mise en garde, d'une mise en demeure, puis le rejet du renouvellement de la collaboration et la cessation de cette collaboration. Il est à prévoir que le Conseil exécutif réexaminera les relations officielles, et le non-respect pourra être le motif du non-renouvellement de ces relations. À l'exception des cas majeurs et délibérés de non-respect, l'acteur non étatique considéré ne devrait pas être automatiquement exclu des autres formes de collaboration avec l'OMS.

69. Toute contribution financière reçue par l'OMS, dont on découvrira ultérieurement qu'elle n'est pas conforme aux modalités du présent cadre, sera restituée au contributeur.

SUIVI ET ÉVALUATION DU CADRE

70. L'application du cadre sera constamment suivie à l'intérieur de l'Organisation par le groupe de coordination de la collaboration et par le Conseil exécutif, par l'intermédiaire de son Comité du programme, du budget et de l'administration, dans le rapport annuel sur la collaboration avec les acteurs non étatiques ainsi que par l'évaluation des informations disponibles dans le registre des acteurs non étatiques.

71. L'application du cadre devrait aussi faire l'objet d'une évaluation périodique. Les résultats de cette évaluation accompagnés d'éventuelles propositions de révisions du cadre, seront également soumis au Conseil exécutif, par l'intermédiaire du Comité du programme, du budget et de l'administration.

PROJET DE POLITIQUE ET DE PROCÉDURES DE FONCTIONNEMENT POUR LA COLLABORATION ENTRE L'OMS ET LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

1. Les organisations non gouvernementales apportent une contribution importante à la santé mondiale car elles sont souvent profondément enracinées dans les communautés locales et ont une adaptabilité particulière pour répondre aux besoins sanitaires, représenter les populations touchées et autres groupes clés et promouvoir la mise en œuvre de solutions novatrices. L'OMS collabore par conséquent avec cette catégorie d'acteurs essentiels dans le domaine de la santé mondiale pour mobiliser leur soutien aux fins de la réalisation de son mandat.
2. La présente politique régit spécifiquement la collaboration entre l'OMS et les organisations non gouvernementales selon le type d'interaction considérée.¹ Les dispositions générales du cadre s'appliquent également à l'intégralité de la collaboration avec ces organisations.

PARTICIPATION

Participation d'organisations non gouvernementales aux réunions de l'OMS²

3. L'OMS peut tenir des consultations avec des organisations non gouvernementales dans le cadre de l'élaboration des politiques. Les consultations peuvent avoir lieu en ligne ou en présence des intéressés et peuvent prendre la forme d'auditions au cours desquelles les organisations non gouvernementales peuvent présenter leurs points de vue. Les modalités de ces consultations sont décidées cas par cas, soit par l'organe directeur à la session duquel l'audition ou la consultation est prévue, soit, dans les autres cas, par le Secrétariat.
4. L'OMS peut inviter des organisations non gouvernementales à participer à d'autres réunions de l'Organisation. Cette participation se fait dans le contexte de l'examen d'une question revêtant un intérêt particulier pour l'organisation non gouvernementale et lorsque sa participation permet d'apporter une valeur ajoutée aux discussions. Elle a également pour objet d'échanger des vues et informations, mais non de formuler un avis.

Participation du Secrétariat à des réunions organisées par des organisations non gouvernementales

5. L'OMS peut organiser des réunions conjointes ou coparrainer des réunions organisées par des organisations non gouvernementales, pour autant que l'intégrité et l'indépendance de l'Organisation soient préservées et que cette participation contribue à la réalisation de ses objectifs tels qu'ils sont définis dans le programme général de travail. Les membres du personnel de l'OMS peuvent participer à des réunions organisées par des organisations non gouvernementales conformément au Règlement intérieur de l'Organisation. La participation de l'OMS à des réunions organisées par des organisations non gouvernementales ne constitue pas un soutien officiel de sa part, ni une approbation officielle, et elle ne doit pas être utilisée à des fins promotionnelles.

¹ Voir aux paragraphes 15 à 21 du cadre général de collaboration les cinq types d'interactions.

² Autres que les sessions des organes directeurs, qui sont régies par la politique de gestion de la collaboration.

Procédures de fonctionnement

6. La participation de l’OMS à des réunions organisées par des organisations non gouvernementales en tant que coorganisateur ou cointiateur, ou de membres de son personnel en tant qu’intervenants ou participants à des groupes d’experts, sera régie par les dispositions du cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques.

RESSOURCES

7. L’OMS peut accepter des fonds, une contribution en personnel ou des contributions en nature d’organisations non gouvernementales pour autant que ces contributions se situent dans le cadre de son programme général de travail, ne créent pas de conflits d’intérêts, soient régies par les dispositions du cadre de collaboration et soient conformes aux autres règlements, règles et politiques applicables.

8. L’OMS peut fournir des ressources à une organisation non gouvernementale pour la réalisation de travaux particuliers conformément au budget programme, au Règlement financier et aux Règles de gestion financière, ainsi qu’aux autres règles et politiques applicables. Les ressources en question peuvent être affectées soit à un projet de l’ONG dont l’OMS considère qu’il mérite d’être soutenu et qui est conforme à son programme de travail, soit à un projet organisé ou coordonné par l’Organisation. Dans le premier cas, il s’agit d’une subvention et, dans le second, d’un service.

Politiques et procédures de fonctionnement spécifiques

9. L’acceptation de ressources provenant d’une organisation non gouvernementale est régie par les dispositions du présent cadre et autres règles applicables, comme le Statut du Personnel et le Règlement du Personnel, le Règlement financier et les Règles de gestion financière et les politiques de l’OMS applicables aux achats.

10. Pour des raisons de transparence, les contributions et les dons reçus d’organisations non gouvernementales doivent être reconnus publiquement, conformément aux politiques et pratiques de l’Organisation.

11. Les remerciements seront normalement libellés selon le modèle suivant : « L’Organisation mondiale de la Santé remercie [nom de l’ONG] de sa contribution financière à [description de la réalisation ou de l’activité] ».

12. La liste des contributions reçues d’organisations non gouvernementales doit figurer dans le rapport financier et les états financiers vérifiés de l’OMS, ainsi que sur le portail Internet relatif au budget programme et le registre OMS des acteurs non étatiques.

13. Les organisations non gouvernementales ne peuvent se prévaloir de la contribution qu’elles ont apportée dans leurs matériels utilisés à des fins commerciales, promotionnelles ou de marketing ou publicité. Elles peuvent toutefois faire mention de leur contribution dans leurs rapports annuels ou dans des documents similaires. Elles peuvent également mentionner cette contribution sur leur site Internet et dans des publications non promotionnelles particulières, pour autant que la teneur et le contexte aient été approuvés en concertation avec l’OMS.

DONNÉES FACTUELLES

14. Les organisations non gouvernementales peuvent apporter des informations et des connaissances récentes sur des questions techniques, faire bénéficier l’OMS de leur expérience et collaborer avec elle à la production de données factuelles, à la gestion de savoirs, à des revues scientifiques, au recueil d’informations et à la recherche.

SENSIBILISATION

15. L’OMS collabore avec les organisations non gouvernementales pour promouvoir la santé et mieux faire connaître les questions sanitaires, faire changer les comportements dans l’intérêt de la santé publique et encourager la collaboration et une plus grande cohérence entre les acteurs non étatiques lorsqu’une action conjointe est nécessaire.

16. L’OMS privilégie la supervision indépendante et collabore donc avec les organisations non gouvernementales qui travaillent dans ce domaine. Les organisations non gouvernementales sont encouragées à faire connaître les politiques, les principes et les normes et critères de l’OMS, et les autres outils élaborés par l’Organisation, par l’intermédiaire de leurs réseaux, afin de toucher un plus large public.

COLLABORATION TECHNIQUE

17. Le Secrétariat est encouragé à instaurer une collaboration technique avec les organisations non gouvernementales, pour autant que celle-ci soit conforme aux intérêts de l’Organisation et qu’elle soit régie par les dispositions du cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques.

PROJET DE POLITIQUE ET DE PROCÉDURES DE FONCTIONNEMENT POUR LA COLLABORATION ENTRE L'OMS ET LES ENTITÉS DU SECTEUR PRIVÉ

1. Les entités du secteur privé sont des acteurs essentiels dans le domaine de la santé mondiale en tant que fournisseurs, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du secteur de la santé, de biens et de services qui peuvent avoir une influence considérable sur la santé. L'OMS collabore par conséquent avec cette catégorie d'acteurs essentiels pour renforcer leur contribution positive et limiter l'incidence négative de leur action sur la santé, et pour mobiliser leur soutien aux fins de la réalisation de son mandat.
2. La présente politique régit spécifiquement la collaboration entre l'OMS et les entités du secteur privé selon le type d'interaction considérée.¹ Les dispositions générales du cadre s'appliquent également à l'intégralité de la collaboration avec les entités du secteur privé.
3. Dans sa collaboration avec les entités du secteur privé, l'OMS s'efforce de travailler sur une base neutre du point de vue de la concurrence.

PARTICIPATION

Participation d'entités du secteur privé aux réunions de l'OMS²

4. L'OMS peut tenir des consultations avec des entités du secteur privé dans le cadre de l'élaboration des politiques. Les consultations peuvent avoir lieu en ligne ou en présence des intéressés, et peuvent prendre la forme d'auditions au cours desquelles les entités du secteur privé peuvent présenter leurs points de vue. Les modalités de ces consultations sont décidées cas par cas, soit par l'organe directeur à la session duquel l'audition ou la consultation est prévue, soit, dans les autres cas, par le Secrétariat.
5. L'OMS peut inviter des entités du secteur privé à participer à d'autres réunions de l'Organisation. Cette participation se fait dans le contexte de l'examen d'une question revêtant un intérêt particulier pour l'entité du secteur privé, et lorsque sa participation permet d'apporter une valeur ajoutée aux discussions. Elle a également pour objet d'échanger des vues et informations, mais non de formuler un avis.

Participation du Secrétariat à des réunions organisées par des entités du secteur privé

6. Des membres du personnel de l'OMS peuvent participer à des réunions organisées par une entité du secteur privé, pour autant que l'intégrité, l'indépendance et la réputation de l'Organisation soient préservées et que cette participation contribue à la réalisation de ses objectifs tels qu'ils sont définis dans le programme général de travail. L'entité du secteur privé ne présentera pas de façon trompeuse la participation de l'OMS à la réunion comme un soutien ou une approbation officiels, et elle acceptera de ne pas se prévaloir de cette participation à des fins commerciales et/ou promotionnelles.

¹ Voir aux paragraphes 15 à 21 du cadre général de collaboration les cinq types d'interactions.

² Autres que les sessions des organes directeurs, qui sont régies par la politique de gestion de la collaboration.

Politiques et procédures de fonctionnement spécifiques

7. La participation de membres du personnel de l'OMS à des réunions d'entités du secteur privé en tant qu'intervenants, membres de groupes d'experts ou à un autre titre sera régie par les dispositions du cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques.
8. L'OMS ne coparraine pas de réunions organisées par des entités du secteur privé déterminées. Elle peut, toutefois, coparrainer une réunion pour laquelle les initiateurs scientifiques utilisent les services d'un organisateur de conférences privé qui se charge des aspects logistiques, pour autant que celui-ci n'apporte aucune contribution au contenu scientifique de la réunion.
9. L'OMS ne coparraine pas de réunions avec une ou plusieurs entités du secteur privé liées à la santé. Les autres cas de coparrainage avec des entités du secteur privé devraient être examinés cas par cas et sont régis par les dispositions du cadre de collaboration et de la présente politique.
10. Aucune exposition commerciale ne sera organisée dans les locaux de l'OMS ou lors de réunions de l'Organisation.
11. L'OMS ne coparraine pas d'expositions commerciales, que ce soit dans le cadre de réunions organisées par des entités du secteur privé ou de réunions organisées par d'autres acteurs.

RESSOURCES

12. Le niveau de risque associé à l'acceptation de ressources financières provenant d'entités du secteur privé dépend du domaine d'activité de l'entité, des activités de l'OMS pour lesquelles ces ressources sont utilisées et des modalités des contributions.
 - a) L'OMS peut accepter un financement provenant d'entités du secteur privé dont l'activité n'a aucun lien avec le domaine de compétence de l'Organisation, à condition que ces entités ne se livrent pas à des activités incompatibles avec ses travaux.
 - b) L'OMS ne peut solliciter ni accepter un financement provenant d'entités du secteur privé qui ont elles-mêmes, ou par le biais de leurs filiales, un intérêt commercial direct dans l'issue du projet pour lequel elles fourniraient une contribution, sauf si ce financement est approuvé et jugé conforme aux dispositions régissant les essais cliniques ou la mise au point de produits (voir le paragraphe 38 ci-après).
 - c) Il conviendrait de faire preuve de prudence avant d'accepter un financement provenant d'entités du secteur privé qui ont un intérêt même indirect dans l'issue du projet (c'est-à-dire quand l'activité est liée au domaine d'intérêt de l'entité, sans pour autant générer un conflit du type de celui qui est mentionné plus haut). Il faudrait, en pareil cas, inviter d'autres entreprises commerciales ayant un intérêt indirect analogue à apporter elles aussi une contribution et, si cela se révélait impossible, la raison devrait en être clairement précisée. Plus la part d'une contribution provenant d'une même source est importante, plus il faudrait veiller à éviter la possibilité d'un conflit d'intérêts ou à éviter que l'association avec un contributeur unique ne paraisse inappropriée.

13. Les contributions financières ou les contributions en nature apportées par des entités du secteur privé à des programmes de l'OMS ne peuvent être acceptées qu'aux conditions suivantes :

- a) la contribution n'est pas utilisée pour des travaux normatifs ;
- b) si une contribution est utilisée pour des activités autres que des travaux normatifs dans lesquels l'entité du secteur privé pourrait avoir un intérêt commercial, les avantages de la collaboration du point de vue de la santé publique doivent clairement l'emporter sur les risques éventuels ;
- c) la part du financement d'une activité quelconque provenant du secteur privé ne peut être telle que la poursuite du programme en dépende ;
- d) l'acceptation de la contribution ne constitue pas une approbation officielle, par l'OMS, de l'entité du secteur privé ou de ses activités, produits ou services ;
- e) le contributeur ne peut pas utiliser les résultats des travaux de l'OMS à des fins commerciales ni se prévaloir de sa contribution dans ses matériels promotionnels ;
- f) l'acceptation de la contribution ne confère aucun privilège ou avantage au contributeur ;
- g) l'acceptation de la contribution ne donne au contributeur aucune possibilité de formuler des avis sur la gestion ou la mise en œuvre des activités opérationnelles, de les influencer, d'y participer ou de les diriger ;
- h) l'OMS conserve son droit discrétionnaire de refuser une contribution sans autre forme d'explication.

14. Le Directeur général peut instaurer des mécanismes de mise en commun des contributions provenant de plusieurs sources si ces mécanismes sont conçus de façon à ne pas donner l'impression que les contributeurs influencent les travaux de l'OMS, s'ils sont ouverts à tous les contributeurs intéressés, s'ils sont soumis aux conditions énoncées au paragraphe 12 ci-dessus, et si la transparence est assurée au moyen du registre OMS des acteurs non étatiques et du portail Internet sur le budget programme.

Politiques et procédures de fonctionnement spécifiques

15. L'acceptation d'une contribution financière, d'une contribution en personnel ou d'une contribution en nature provenant d'entités du secteur privé sera régie par les dispositions du présent cadre et reposera sur un accord signé.

16. Pour des raisons de transparence, les contributions provenant d'entités du secteur privé doivent être reconnues publiquement, conformément aux politiques et pratiques de l'Organisation.

17. Les remerciements sont normalement libellés selon le modèle suivant : « L'Organisation mondiale de la Santé remercie [nom de l'entité du secteur privé] de sa contribution financière à [description de la réalisation ou de l'activité] ».

18. La liste des contributions reçues d'entités du secteur privé doit figurer dans le rapport financier et les états financiers vérifiés de l'OMS, ainsi que sur le portail Internet relatif au budget programme et le registre des acteurs non étatiques.

19. Les entités du secteur privé ne peuvent utiliser les résultats des travaux de l'OMS à des fins commerciales et ne peuvent se prévaloir dans leurs matériels promotionnels de la contribution qu'elles ont apportée. Elles peuvent toutefois faire mention de leur contribution dans leurs rapports annuels ou dans des documents similaires. Elles peuvent également mentionner cette contribution dans les informations relatives à la transparence données sur leur site Internet et sur les pages spéciales de ce site, non promotionnelles ou liées à des produits, relatives à la responsabilité de l'entreprise, ou dans des publications similaires, pour autant que la teneur et le contexte aient été approuvés en concertation avec l'OMS.

Dons de médicaments ou autres technologies sanitaires¹

20. Pour déterminer l'acceptabilité de dons importants de médicaments ou autres produits sanitaires, il conviendrait d'appliquer les critères suivants :

- a) L'innocuité et l'efficacité du produit pour l'indication à laquelle il est destiné reposent sur des données scientifiques probantes. L'emploi de ce produit pour cette indication est autorisé ou autrement agréé par le pays bénéficiaire ; il devrait de préférence figurer aussi sur la liste modèle de l'OMS des médicaments essentiels pour cette indication.
- b) Des critères objectifs et justifiables ont été définis pour la sélection des pays, communautés ou patients bénéficiaires. Dans les situations d'urgence, des flexibilités peuvent être nécessaires.
- c) Un système d'approvisionnement est en place et les moyens de prévenir le gaspillage, le vol et le mauvais usage (y compris la remise sur le marché) sont pris en considération.
- d) Un programme de formation et d'encadrement est en place pour le personnel participant à l'administration efficace de l'approvisionnement, du stockage et de la distribution à tous les points de la chaîne, du donateur jusqu'à l'utilisateur final.
- e) Un don de médicaments ou autres produits sanitaires ne saurait avoir de caractère promotionnel, qu'il s'agisse de promouvoir l'entreprise elle-même ou de créer une demande de produits qui ne pourra plus être satisfaite une fois le don parvenu à son terme.
- f) L'OMS n'accepte pas de produits qui arrivent à leur date de péremption.
- g) Un plan de réduction progressive du don a été convenu avec les pays bénéficiaires.
- h) Un système de surveillance des réactions indésirables au produit a été mis en place avec la participation du donateur.

¹ Ces dons seront conformes aux lignes directrices interorganisations : Organisation mondiale de la Santé, Ecumenical Pharmaceutical Network, International Pharmaceutical Federation, Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, International Health Partners, The Partnership for Quality Medical Donations, et al. Guidelines for medicine donations – revised 2010. Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2011.

21. La valeur des dons de médicaments ou autres produits sanitaires est déterminée en consultation avec le département de l'OMS chargé des questions financières et elle est officiellement consignée dans les états financiers vérifiés et le registre OMS des acteurs non étatiques.

Contributions financières destinées à des essais cliniques

22. Sous réserve des dispositions du paragraphe 38 ci-après concernant la mise au point de produits, les contributions financières d'une entreprise commerciale pour un essai clinique organisé par l'OMS sur un produit breveté de cette société sont étudiées cas par cas ; la décision à cet égard incombe toujours au groupe chargé de la coordination de la collaboration. Dans ce contexte, il conviendrait de veiller à ce que :

- a) l'activité de recherche ou de développement soit importante pour la santé publique ;
- b) la recherche soit menée à l'initiative de l'OMS et qu'il soit tenu compte des éventuels conflits d'intérêts ;
- c) l'OMS n'accepte ces contributions financières que s'il apparaît que la recherche n'aurait pas lieu sans sa participation ou que sa participation est nécessaire pour s'assurer que la recherche est menée conformément aux normes et principes techniques ou éthiques internationalement reconnus.

23. Si les conditions susmentionnées sont remplies, une contribution financière pourra être acceptée d'une société ayant un intérêt commercial direct dans l'essai en question, à condition que des mécanismes appropriés soient mis en place pour faire en sorte que l'OMS contrôle les résultats de l'essai, y compris la teneur de toute publication en découlant, et que ces résultats soient libres de toute influence induue ou apparente de la part de la société concernée.

Contributions pour des réunions de l'OMS

24. Pour les réunions organisées par l'OMS, la contribution d'une entité du secteur privé ne pourra pas être acceptée si elle vise expressément à subventionner la participation d'invités particuliers (y compris leurs frais de voyage et d'hébergement), que cette contribution soit versée directement aux participants ou qu'elle passe par l'OMS.

25. Des contributions pourront être acceptées à titre de participation au coût global d'une réunion.

26. Les réceptions ou manifestations similaires organisées par l'OMS ne seront pas financées par des entités du secteur privé.

Contributions pour la participation de membres du personnel de l'OMS à des réunions extérieures

27. Une réunion extérieure est une réunion organisée par une partie autre que l'OMS. La participation d'entités du secteur privé aux frais de voyage de membres du personnel de l'OMS devant assister à des réunions ou conférences extérieures peut entrer dans l'une ou l'autre des catégories suivantes :

- a) réunions organisées par l'entité du secteur privé qui finance le déplacement : ce financement pourra être accepté conformément aux règles de l'OMS si l'entité du secteur privé

ou l'association commerciale participe également aux frais de déplacement et frais annexes d'autres participants à la réunion, et si le risque de conflits d'intérêts a été évalué ;

b) réunions organisées par un tiers (c'est-à-dire une partie autre que l'entité du secteur privé ou l'association commerciale qui se propose de prendre en charge les frais de déplacement) : ce financement par une entité du secteur privé ne pourra être accepté.

Contributions pour des publications

28. Un financement pourra être accepté d'entités du secteur privé pour les frais d'impression de publications de l'OMS, pour autant qu'il n'y ait pas de conflits d'intérêts. En aucun cas des publicités commerciales ne sauraient figurer dans des publications de l'OMS.

Contributions pour le financement du traitement de membres du personnel

29. Un financement destiné spécifiquement à contribuer au traitement de certains membres du personnel ou de certains postes (y compris de consultants à court terme) et provenant d'entités du secteur privé ne pourra être accepté s'il peut donner lieu à un conflit d'intérêts effectif ou perçu dans le contexte des activités de l'OMS.

Recouvrement des coûts

30. Dans les cas où l'OMS a mis en place un système d'évaluation (c'est-à-dire pour évaluer certains produits, procédés ou services par rapport aux recommandations officielles de l'Organisation), elle pourra facturer ces services à des entités du secteur privé, pour autant qu'elle puisse récupérer les coûts. Le but des systèmes d'évaluation de l'OMS est toujours de fournir un avis aux gouvernements et/ou aux organisations internationales dans le domaine des achats. L'évaluation ne vaut pas approbation par l'OMS des produits, procédés ou services en question.

DONNÉES FACTUELLES

31. L'OMS ne peut collaborer avec des entités du secteur privé à la production de données factuelles, à la gestion de savoirs, au recueil d'informations et à des activités de recherche que si les éventuels conflits d'intérêts sont pris en considération conformément aux dispositions du présent cadre et que la collaboration est transparente.

32. Les personnes travaillant pour des entités du secteur privé intéressées ne peuvent participer à des groupes consultatifs ; les groupes d'experts doivent toutefois être en mesure, le cas échéant, de tenir des auditions avec ces personnes afin d'avoir accès à leurs connaissances.

SENSIBILISATION

33. L'OMS encourage les entités du secteur privé à mettre en œuvre ou préconiser la mise en œuvre des normes et critères de l'Organisation. Elle instaure un dialogue avec ces entités en vue de promouvoir la mise en œuvre de ses politiques, normes et critères.

34. Les entités du secteur privé ne peuvent collaborer avec l'OMS dans le cadre d'une action de sensibilisation à la mise en œuvre d'une norme ou d'un critère de l'Organisation que si elles

s'engagent elles-mêmes à mettre en œuvre intégralement ces normes et ces critères. Une mise en œuvre partielle ou sélective n'est pas acceptable.

35. Les associations internationales d'entreprises sont encouragées à collaborer avec leurs membres en vue d'améliorer l'impact qu'elles peuvent avoir sur la santé publique et de renforcer la mise en œuvre des politiques, normes et critères de l'OMS.

COLLABORATION TECHNIQUE

36. L'OMS considère favorablement la collaboration technique avec le secteur privé si les risques potentiels associés à cette collaboration sont pris en compte ou atténués, et pour autant que le travail normatif de l'Organisation soit protégé de toute influence indue et qu'il n'y ait aucune ingérence dans la fonction consultative de l'Organisation auprès des États Membres.

Politiques et procédures de fonctionnement spécifiques

37. Si l'OMS a établi des spécifications officielles pour un produit, elle peut fournir un avis technique aux fabricants pour qu'ils mettent au point leur produit conformément à ces spécifications, à condition que toutes les entités du secteur privé dont on sait qu'elles ont un intérêt pour ce produit aient la possibilité de collaborer de la même façon avec l'Organisation.

Mise au point de produits

38. L'OMS collabore avec des entités du secteur privé à la mise au point de technologies dans le domaine de la santé, soit dans le cadre de travaux de recherche-développement sur leurs produits, en appuyant les transferts de technologie et l'octroi de licences, soit en délivrant des licences à ces entreprises pour des biens de propriété intellectuelle appartenant à l'OMS. En règle générale, les activités de recherche-développement conjointes, les transferts de technologie et l'octroi de licences ne devraient être entrepris que si l'OMS et l'entité concernée ont conclu un accord approuvé par le Bureau du Conseiller juridique, qui garantit que le produit final sera largement diffusé et accessible, y compris à un prix préférentiel, au secteur public des pays à revenu faible ou intermédiaire. Si ce type d'accord a été conclu, un financement d'une entité du secteur privé pourra être accepté pour un essai clinique organisé par l'OMS sur le produit en question, les engagements contractuels obtenus de la part de l'entité dans l'intérêt général l'emportant sur les conflits d'intérêts éventuels que pourrait engendrer l'acceptation d'une contribution financière. Ces contributions devraient être distinguées des contributions acceptées pour un essai clinique organisé par l'OMS sur un produit breveté dont il est fait état au paragraphe 23.

PROJET DE POLITIQUE ET DE PROCÉDURES DE FONCTIONNEMENT POUR LA COLLABORATION ENTRE L'OMS ET LES FONDATIONS PHILANTHROPIQUES

1. Les fondations philanthropiques apportent une contribution majeure à la santé mondiale en général et aux travaux de l'OMS en particulier dans de nombreux domaines allant de l'innovation au renforcement des capacités et à la prestation de services. L'OMS collabore par conséquent avec cette catégorie d'acteurs essentiels dans le domaine de la santé publique pour mobiliser leur soutien aux fins de la réalisation de son mandat.

2. La présente politique régit spécifiquement la collaboration entre l'OMS et les fondations philanthropiques selon le type d'interaction considérée.¹ Les dispositions générales du cadre s'appliquent également à l'intégralité de la collaboration avec les fondations philanthropiques.

PARTICIPATION

Participation de fondations philanthropiques aux réunions de l'OMS²

3. L'OMS peut tenir des consultations avec des fondations philanthropiques dans le cadre de l'élaboration des politiques. Les consultations peuvent avoir lieu en ligne ou en présence des intéressés et peuvent prendre la forme d'auditions au cours desquelles les fondations philanthropiques peuvent présenter leurs points de vue. Les modalités de ces consultations sont décidées cas par cas, soit par l'organe directeur à la session duquel l'audition ou la consultation est prévue, soit, dans les autres cas, par le Secrétariat.

4. L'OMS peut inviter des fondations philanthropiques à participer à d'autres réunions de l'Organisation. Cette participation se fait dans le contexte de l'examen d'une question revêtant un intérêt particulier pour la fondation philanthropique et lorsque sa participation permet d'apporter une valeur ajoutée aux discussions. Elle a également pour objet d'échanger des vues et informations, mais non de formuler un avis.

Participation du Secrétariat à des réunions organisées par des fondations philanthropiques

5. L'OMS peut organiser des réunions conjointes ou coparrainer des réunions organisées par des fondations philanthropiques, pour autant que l'intégrité, l'indépendance et la réputation de l'Organisation soient préservées et que cette participation contribue à la réalisation de ses objectifs tels qu'ils sont définis dans le programme général de travail. Les membres du personnel de l'OMS peuvent participer à des réunions organisées par des fondations philanthropiques conformément au Règlement intérieur de l'Organisation. La participation de l'OMS à des réunions organisées par des fondations philanthropiques ne constitue pas un soutien officiel de sa part, ni une approbation officielle, et elle ne doit pas être utilisée à des fins promotionnelles.

¹ Voir les paragraphes 15 à 21 du cadre général pour les cinq types d'interactions.

² Autres que les sessions des organes directeurs, qui sont régies par la politique de gestion de la collaboration.

Procédures de fonctionnement

6. La participation de l'OMS à des réunions organisées par des fondations philanthropiques en tant que coorganisateur ou cointiateur, ou de membres de son personnel en tant qu'intervenants ou participants à des groupes d'experts, sera régie par les dispositions du cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques.

RESSOURCES

7. L'OMS peut accepter des fonds, une contribution en personnel ou des contributions en nature de fondations philanthropiques pour autant que ces contributions se situent dans le cadre de son programme général de travail, ne créent pas de conflits d'intérêts, soient régies par les dispositions du cadre de collaboration et soient conformes aux autres règlements, règles et politiques applicables.

8. Comme tous les contributeurs, les fondations philanthropiques aligneront leurs contributions sur les priorités fixées par l'Assemblée de la Santé dans le budget programme approuvé.

9. Les fondations philanthropiques sont invitées à participer au dialogue sur le financement, qui est destiné à améliorer l'alignement, la prévisibilité, la flexibilité et la transparence du financement de l'OMS et à réduire la vulnérabilité budgétaire.

10. Les programmes et bureaux de l'OMS devraient s'efforcer de faire en sorte de ne pas dépendre d'une seule source de financement.

11. L'acceptation de contributions (que ce soit en espèces ou en nature) devrait être soumise aux conditions suivantes :

- a) l'acceptation de la contribution ne constitue pas une approbation officielle, par l'OMS, de la fondation philanthropique ;
- b) l'acceptation de la contribution ne confère aucun privilège ou avantage au contributeur ;
- c) l'acceptation de la contribution en tant que telle ne donne au contributeur aucune possibilité de formuler des avis sur la gestion ou la mise en œuvre des activités opérationnelles, de les influencer, d'y participer ou de les diriger ;
- d) l'OMS conserve son droit discrétionnaire de refuser une contribution sans autre forme d'explication.

Politiques et procédures de fonctionnement spécifiques

12. L'acceptation de ressources provenant d'une fondation philanthropique est régie par les dispositions du présent cadre et autres règles applicables, comme le Statut du Personnel et le Règlement du Personnel, le Règlement financier et les Règles de gestion financière, et les politiques de l'OMS applicables aux achats.

13. Pour des raisons de transparence, les contributions provenant de fondations philanthropiques doivent être reconnues publiquement, conformément aux politiques et pratiques de l'Organisation.

14. Les remerciements seront normalement libellés selon le modèle suivant : « L'Organisation mondiale de la Santé remercie [nom de la fondation philanthropique] de sa contribution financière à [description de la réalisation ou de l'activité] ».

15. La liste des contributions reçues de fondations philanthropiques doit figurer dans le rapport financier et les états financiers vérifiés de l'OMS, ainsi que sur le portail Internet relatif au budget programme et le registre OMS des acteurs non étatiques.

16. Les fondations philanthropiques ne peuvent se prévaloir dans leurs matériels promotionnels de la contribution qu'elles ont apportée. Elles peuvent toutefois faire mention de leur contribution dans leurs rapports annuels ou dans des documents similaires. Elles peuvent également mentionner cette contribution dans les informations relatives à la transparence données sur leur site Internet et sur des pages spéciales de ce site dénuées de caractère promotionnel, ou dans des publications similaires, pour autant que la teneur et le contexte aient été approuvés en concertation avec l'OMS.

DONNÉES FACTUELLES

17. Les fondations philanthropiques peuvent apporter des informations et des connaissances récentes sur des questions techniques, faire bénéficier l'OMS de leur expérience et collaborer avec elle à la production de données factuelles, à la gestion de savoirs, à des revues scientifiques, au recueil d'informations et à la recherche.

SENSIBILISATION

18. L'OMS collabore avec les fondations philanthropiques pour promouvoir la santé et mieux faire connaître les questions sanitaires ; faire changer les comportements dans l'intérêt de la santé publique ; et encourager la collaboration et une plus grande cohérence entre les acteurs non étatiques lorsqu'une action conjointe est nécessaire. Les fondations philanthropiques sont encouragées à faire connaître les politiques, les principes et les normes et critères de l'OMS, et les autres outils élaborés par l'Organisation, par l'intermédiaire de leurs réseaux afin de toucher un plus large public.

COLLABORATION TECHNIQUE

19. Le Secrétariat est encouragé à instaurer une collaboration technique avec les fondations philanthropiques, pour autant que celle-ci soit conforme aux intérêts de l'Organisation et qu'elle soit régie par les dispositions du cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques.

PROJET DE POLITIQUE ET DE PROCÉDURES DE FONCTIONNEMENT POUR LA COLLABORATION ENTRE L'OMS ET LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES

1. Les établissements universitaires contribuent à la santé mondiale par l'éducation, la recherche, les soins cliniques et la production, la synthèse et l'analyse de données factuelles. L'OMS collabore par conséquent avec cette catégorie d'acteurs essentiels dans le domaine de la santé mondiale pour mobiliser leur soutien aux fins de la réalisation de son mandat.
2. La présente politique régit spécifiquement la collaboration entre l'OMS et les établissements universitaires selon le type d'interaction considérée.¹ Les dispositions générales du cadre s'appliquent également à l'intégralité de la collaboration avec les établissements universitaires.
3. La collaboration avec les établissements universitaires au niveau institutionnel doit être distinguée de la collaboration avec des experts particuliers travaillant pour ces établissements.

PARTICIPATION

Participation d'établissements universitaires aux réunions de l'OMS

4. L'OMS peut tenir des consultations avec des établissements universitaires dans le cadre de l'élaboration des politiques. Les consultations peuvent avoir lieu en ligne ou en présence des intéressés, et peuvent prendre la forme d'auditions au cours desquelles les établissements universitaires peuvent présenter leurs points de vue. Les modalités de ces consultations sont décidées cas par cas, soit par l'organe directeur à la session duquel l'audition ou la consultation est prévue, soit, dans les autres cas, par le Secrétariat.
5. L'OMS peut inviter des établissements universitaires à participer à d'autres réunions de l'Organisation. Cette participation se fait dans le contexte de l'examen d'une question revêtant un intérêt particulier pour l'établissement universitaire et lorsque sa participation permet d'apporter une valeur ajoutée aux discussions. Elle a également pour objet d'échanger des vues et informations, mais non de formuler un avis.

Participation du Secrétariat à des réunions organisées par des établissements universitaires

6. L'OMS peut organiser des réunions conjointes ou coparrainer des réunions organisées par des établissements universitaires, pour autant que l'intégrité, l'indépendance et la réputation de l'Organisation soient préservées et que cette participation contribue à la réalisation de ses objectifs tels qu'ils sont définis dans le programme général de travail. Les membres du personnel de l'OMS peuvent participer à des réunions organisées par des établissements universitaires conformément au Règlement intérieur de l'Organisation. La participation de l'OMS à des réunions organisées par des établissements universitaires ne constitue pas un soutien officiel de sa part, ni une approbation officielle, et elle ne doit pas être utilisée à des fins promotionnelles.

¹ Voir les paragraphes 15 à 21 du cadre général pour les cinq types d'interactions.

Procédures de fonctionnement

7. La participation de l'OMS à des réunions organisées par des établissements universitaires en tant que coorganisateur ou coinstituteur, ou de membres de son personnel en tant qu'intervenants ou participants à des groupes d'experts, sera régie par les dispositions du cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques.

RESSOURCES

8. L'OMS peut accepter des fonds, une contribution en personnel ou des contributions en nature d'établissements universitaires pour autant que ces contributions se situent dans le cadre de son programme général de travail, ne créent pas de conflits d'intérêts, soient régies par les dispositions du cadre de collaboration et soient conformes aux autres règlements, règles et politiques applicables.

9. L'OMS peut fournir des ressources à un établissement universitaire pour la réalisation de travaux particuliers (par exemple des activités de recherche, un essai clinique, des travaux de laboratoire ou l'élaboration de documents). Ces ressources peuvent donc être affectées soit à un projet de l'établissement, dont l'OMS considère qu'il mérite d'être soutenu et qui est conforme à son programme de travail, soit à un projet organisé ou coordonné par l'Organisation. Dans le premier cas, il s'agit d'une subvention et, dans le second, d'un service.

Politiques et procédures de fonctionnement spécifiques

10. L'acceptation de ressources provenant d'un établissement universitaire est régie par les dispositions du présent cadre et autres règles applicables, comme le Statut du Personnel et le Règlement du Personnel, le Règlement financier et les Règles de gestion financière, et les politiques de l'OMS applicables aux achats.

11. Pour des raisons de transparence, les contributions provenant d'établissements universitaires doivent être reconnues publiquement, conformément aux politiques et pratiques de l'Organisation.

12. Les remerciements seront normalement libellés selon le modèle suivant : « L'Organisation mondiale de la Santé remercie [nom de l'établissement universitaire] de sa contribution financière à [description de la réalisation ou de l'activité] ».

13. La liste des contributions reçues d'établissements universitaires doit figurer dans le rapport financier et les états financiers vérifiés de l'OMS, ainsi que sur le portail Internet relatif au budget programme et le registre OMS des acteurs non étatiques.

14. Les établissements universitaires ne peuvent utiliser les résultats des travaux de l'OMS à des fins commerciales et ne peuvent se prévaloir dans leurs matériels promotionnels de la contribution qu'ils ont apportée. Ils peuvent toutefois faire mention de leur contribution dans leurs rapports annuels ou dans des documents similaires. Ils peuvent également mentionner cette contribution dans les informations relatives à la transparence données sur leur site Web et sur des pages spéciales de ce site dénuées de caractère promotionnel ou dans les publications similaires, pour autant que la teneur et le contexte aient été approuvés en concertation avec l'OMS.

DONNÉES FACTUELLES

15. Les établissements universitaires peuvent apporter des informations et des connaissances récentes sur des questions techniques, faire bénéficier l'OMS de leur expérience et collaborer avec elle à la production de données factuelles, à la gestion de savoirs, à des revues scientifiques, au recueil d'informations et à la recherche.

16. Les questions de propriété intellectuelle résultant de la collaboration avec des établissements universitaires sont régies par l'accord conclu avec ces établissements. Elles devraient être examinées en consultation avec le Bureau du Conseiller juridique.

SENSIBILISATION

17. L'OMS collabore avec les établissements universitaires pour promouvoir la santé et faire mieux connaître les questions sanitaires, faire changer les comportements dans l'intérêt de la santé publique et encourager la collaboration et une plus grande cohérence entre les acteurs non étatiques lorsqu'une action conjointe est nécessaire. L'OMS privilégie la supervision indépendante et collabore donc avec les établissements universitaires qui travaillent dans ce domaine. Les établissements universitaires sont encouragés à faire connaître les politiques, les principes et les normes et critères de l'OMS et les autres outils élaborés par l'Organisation par l'intermédiaire de leurs réseaux afin de toucher un plus large public.

COLLABORATION TECHNIQUE

18. Le Secrétariat est encouragé à instaurer une collaboration technique avec les établissements universitaires, pour autant que celle-ci soit conforme aux intérêts de l'Organisation et soit régie par les dispositions du cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques.

19. La collaboration scientifique est régie par le Règlement applicable aux groupes d'étude et aux groupes scientifiques, aux institutions collaboratrices et aux autres mécanismes de collaboration.¹

20. Des établissements universitaires, ou une partie de ces établissements, peuvent être nommés centres collaborateurs de l'OMS conformément au Règlement susmentionné. Dans ce contexte, avant d'accorder ce statut, l'OMS procède à une vérification diligente et à une évaluation des risques conformément au présent cadre. La collaboration avec ces centres collaborateurs est régie par le Règlement susmentionné et consignée dans le registre des acteurs non étatiques.

= = =

¹ Voir les Documents fondamentaux, 47^e éd. Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2009, pp. 113-120.